



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### FINANCES

N° : 2025-07-57

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 33  
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE VINT-DEUX JUILLET

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

16 juillet 2025

Date d'affichage :

16 juillet 2025

VOTE :

pour : 19

Abstention : 11

Michel NUGUES (pvr à N. SULPIS)  
Patricia BIZOUERNE (pvr à A. Acoca)  
Noëlle SULPIS  
Arlette ACOCA  
Nicolas CUADRADO  
Nicolas RONDEPIERRE  
Patricia DJOSSOUVI  
Nathalie RIBEMONT  
David PEREIRA  
Lydia TCHARLAIAN  
Didier BELOT (pvr N. RONDEPIERRE)

**Présents** : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, , Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Patricia DJOSSOUVI, Lydia TCHARLAIAN – Conseillers municipaux.

**Absents et représentés** : Montasser CHARNI (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Marie-Thérèse CORDONNIER (pouvoir à Michel ROUBY), Marc LAMBLIN (pouvoir à Gilbert MINELLI), Michel NUGUES (pouvoir à Noëlle SULPIS), Patricia BIZOUERNE (pouvoir à Arlette ACOCA), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Didier BELOT (pouvoir à Nicolas RONDEPIERRE).

**Absents** : Sandrine LADISA, Corinne RAOULT

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

Objet :

**ADMISSIONS EN NON VALEUR SUR L'EXERCICE 2025**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

La mission de recouvrement des recettes des collectivités locales émises par l'ordonnateur, sous la forme de titres de recettes exécutoires, est de la compétence exclusive du Comptable public. Ainsi, il est tenu de faire toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement des recettes locales.

Lorsqu'une créance lui apparaît irrécouvrable à l'issue des moyens mis en œuvre pour son recouvrement, le Comptable sollicite la Commune sur le caractère irrécouvrable de la créance.

Le Comptable public de la Ville du Raincy a transmis les états de produits communaux afférents aux années 2023 et 2025 qui n'ont pas pu être recouverts malgré la mise en œuvre de tous les moyens de recherche dont il dispose.

Le budget de la Ville du Raincy devra ainsi admettre en non-valeur une somme de 1 933.83 € au titre de 2023 et de 2 622.93 € au titre de 2025. Ainsi, le total des montants irrécouvrables s'élève à 4 556.76 € à prendre en charge sur l'exercice 2025.

Accusé de réception en préfecture  
N° 25-04556  
Date de télétransmission : 30/07/2025  
Date de réception préfecture : 30/07/2025

Le Comptable continuera ses poursuites car l'admission de ces créances en non-valeur ne signifie pas l'abandon du recouvrement, mais simplement leur régularisation comptable.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2343-1,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**CONSIDERANT** les états des produits irrécouvrables, dressés par le Comptable public assignataire de la Ville du Raincy et imputés sur l'exercice 2025 du Budget de la Ville,

**CONSIDERANT** que le Comptable public a apporté les éléments prouvant à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas obtenir le recouvrement des créances,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'ACCEPTER** l'admission en non-valeur des produits communaux selon les états fournis par le Comptable pour un montant total de 4 556.76 €.

**ARTICLE 2 : DE DIRE** que les crédits sont prévus au Budget communal 2025 au chapitre 65.

**ARTICLE 3 : DIRE** qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
suscits (au registre suivent les signatures),

POUR EXTRAIT CONFORME

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**

*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*